

Journal de 12 heures

Le ministère de la Défense a indiqué que la mission des troupes françaises est strictement humanitaire et qu'elles ne devront pas intervenir dans la guerre civile

Richard Tripault, Jean-Paul Gérard, Alain Chabod

France 3, 10 avril 1994

4 000 hommes du FPR sont partis du nord du pays et marchent en ce moment vers Kigali.

[Richard Tripault :] Les Français ont commencé à quitter le Rwanda grâce aux militaires envoyés hier [9 avril] sur l'aéroport de Kigali, la capitale. 150 personnes ont déjà pu prendre l'avion pour le Burundi voisin. Les premiers devraient arriver ce soir à Paris. D'autres étrangers ont pu quitter le pays en guerre, par la route. Le point sur la situation, Jean-Paul Gérard.

[Jean-Paul Gérard :] Bulundi [Mulindi], siège du Front patriotique rwandais. C'est d'ici au nord du pays que sont partis les 4 000 hommes qui marchent en ce moment vers Kigali. De l'ethnie tutsi pour la plupart, ils vont affronter la garde présidentielle et l'armée régulière dominée par les Hutu. Objectif : reprendre le contrôle de la capitale où les massacres se poursuivent depuis la mort du président Habyarimana [on voit des soldats du FPR]. Selon le chef du Front patriotique rwandais, il s'agit de mettre fin aux massacres perpétrés par la garde présidentielle qui aurait enclenché la flambée de violence [on voit Théogène Rudasingwa en train de donner une interview].

Les combats auraient déjà fait plusieurs dizaines de milliers de morts, les cadavres jonchent les rues et les maisons de Kigali [diffusion d'une vue aérienne de Kigali et d'images de soldats des FAR].

[Par téléphone, Gilles Boutiron : "Même la famille qui a été massacrée en haut, dans notre village, c'est affreux [diffusion d'une carte d'Afrique localisant le Rwanda et le Burundi]. Y a un bébé de..., de..., quin..., euh, j'sais pas, il devait avoir 15 jours, qui a été, euh, massacré avec ses parents et tout. C'est..., c'est..., c'est des images insoutenables, hein. [Coupe] J'ai eu très, très peur. J'ai eu très peur. Bon, euh..., j'ai eu plusieurs nuits vraiment très, très dures. On est dans..., on est regroupés dans une école. Les familles sont regroupées, sont évacuées par, euh, camions, euh..., avec un convoi, euh..., armé – fortement armé – entre le..., l'école et l'aéroport, pour des évacuations par vague".]

Ce matin, 64 Français ont pu décoller de l'aéroport de Kigali contrôlé par 464 soldats français au total. 150 Français ont ainsi pu quitter le pays. 400 soldats belges devraient les rejoindre pour évacuer leurs compatriotes. À Paris ce matin, le ministère de la Défense a indiqué que la mission des troupes françaises est strictement humanitaire et qu'elles ne devront pas intervenir dans la guerre civile [diffusion d'images d'archives montrant des soldats français en action].

[Richard Tripault :] Voilà et cette position officielle de la France a été confirmée ce matin par Michel Roussin, le ministre français de la Coopération. Michel Roussin qui était interviewé par Alain Chabod.

["Michel Roussin, ministre de la coopération" : - "Eh bien je pense que si nous pouvons poursuivre au rythme où nous sommes depuis hier soir [9 avril], je pense que dans la journée, on aura pu évacuer, euh..., la majorité de nos compatriotes. Vous savez qu'ils sont 600, euh..., à Kigali". Alain Chabod : - "Concernant, euh..., les mises en garde émanant des rebelles rwandais du FPR, euh, est-ce que la France, finalement, pourrait être menacée directement sur le terrain?". Michel Roussin : - "Nous, nous avons une mission qui est celle de préserver nos compatriotes, d'aller les chercher, de les rapatrier. Nous n'allons pas nous, euh..., rester, euh, à Kigali. Nous allons aussi être très présents pour évacuer d'autres de nos amis : il y a 1 500 Belges au Rwanda, euh, 300 Américains, 200, euh..., autres Européens qu'il faudra bien, euh..., s'ils le souhaitent, euh, ai..., aider à quitter le Rwanda. Donc nous, nous avons cette mission. Nous, nous l'assurons. C'est ce qu'a demandé le Premier ministre. Et... pour le reste, nous ne tenons pas compte de ces déclarations qui font partie de la guerre des communiqués".]